

Le bulletin de vote n'est pas l'arme du prolétariat !

C'est en se persuadant que les élections n'ont rien changé et ne changeront jamais rien à son sort que le prolétariat, débarrassé de toute illusion démocratique, se dirigera plus sûrement vers la révolution communiste.

Prolétaires, Travailleurs,

Voici revenir les élections. Aujourd'hui encore et une fois de plus, vos exploiteurs et vos ennemis de tous les jours vont tenter de devenir vos amis d'un dimanche. Drapés de tricolore, parlementaires et sénateurs, conseillers de droite et maires de gauche vont vous taper sur l'épaule et vous dire : « Votez donc pour moi. Les élections sont une chose importante. C'est votre devoir de voter. » Partis de gouvernement et partis d'opposition, sociologues et curés, experts en quelque chose et conseillers d'on ne sait trop quoi vont vous glisser à l'oreille : « Votez donc pour moi. Les élections sont une chose importante. C'est votre devoir de voter. » Enfin les autorités morales et les consciences officielles, juges des vertus et informateurs civiques, ajouteront sur le ton de l'impartialité : « Votez pour qui vous voudrez, par Dieu, mais votez. C'est votre devoir ! »

Prolétaires, Travailleurs,

Loin de cette misérable et dangereuse mascarade, nous, Parti Communiste International, tirons la leçon des batailles passées en vue des batailles futures. Nous vous disons : **LES ELECTIONS N'ONT PAS POUR VOUS LA MOINDRE IMPORTANCE. VOTRE DEVOIR DE CLASSE EST DE NE PAS VOTER.**

Les ouvriers n'ont jamais rien obtenu par les élections. En 1936, c'est contre le gouvernement de Front Populaire pour lequel ils avaient voté, qu'ils se mirent en grève, afin de le contraindre à tenir ses promesses. Les élections ne leur avaient apporté que des discours. La grève leur apporta les 40 heures, les augmentations de salaire, les congés payés. En 1968, c'est par la grève générale, l'action de classe que les ouvriers arrachèrent quelques avantages. C'est la manœuvre électorale avec la complicité de l'opportunisme qui brisa leur puissance et leur détermination.

D'ailleurs, dans la société capitaliste les moindres réformes ne sont jamais, comme l'a dit Marx, le résultat de la faiblesse des forts, mais toujours celui de la force des faibles.

Prolétaires, Travailleurs,

Le seul vainqueur des élections ne peut être que le Capital. Disposant de l'école, de la grande presse, de l'Eglise, des tribunaux, de toutes les richesses créées par le travail des salariés, s'appuyant sur des masses profondes de petits-bourgeois, égoïstes et ignares, la bourgeoisie trouvera toujours assez d'opium démocratique et de saltimbanques politiques pour tromper le prolétariat.

Elle ne craint qu'une chose : que les ouvriers agissent réellement, fassent grève, s'unissent par-delà les barrières de corporation et d'usine pour transformer leur lutte en combat politique, se soulèvent pour la renverser.

Pour le reste, elle veut bien leur laisser la possibilité de choisir quel politicien gèrera le capitalisme. Elle est heureuse

lorsque les élections suscitent des illusions chez les ouvriers. Elle se réjouit quand, déçus et désorientés par les résultats d'une lutte perdue d'avance, ils se laissent aller au découragement.

Prolétaires, Travailleurs,

Les élections ne vous concernent pas. La bourgeoisie n'ignore pas que c'est par la violence et la terreur qu'elle a renversé l'Ancien Régime. Elle sait que demain, dans les crises et les catastrophes que prépare le capitalisme, le prolétariat international se dressera de nouveau devant elle pour tenter de l'abattre. Aussi fabrique-t-elle, à côté des petits carrés de papier et du bois blanc des urnes démocratiques, les matraques et les mitrailleuses démocratiques de sa police et de son armée.

Entre exploités et exploiteurs, la bataille est inévitable. Le prolétariat doit rejeter toute illusion. Il n'a pas à attendre d'une majorité électorale le droit de prendre le pouvoir. Il ne s'agit pas d'une question de droit, mais d'une question de force.

Prolétaires, Travailleurs,

Les plus dérisoires de toutes les élections sont sans doute les élections municipales. Votre misère ne vient pas d'une mauvaise gestion communale, ni même, comme le prétend le P.C.F., d'une mauvaise politique des monopoles. Elle vient de l'exploitation capitaliste. Les opportunistes, avides de bonnes places de gestionnaires, veulent vous faire croire que les municipales ont une grande importance. Nous, Parti Communiste International, vous disons : le lendemain des élections vous repartirez à la même heure au travail ; vous ne gagnerez pas un centime de plus et ne travaillerez pas une seconde de moins.

Sans détruire le capitalisme, le prolétariat ne pourra rien changer. Et les œuvres sociales des municipalités de gauche, les crèches et autres distributions de livres, ne sont que l'aumône « sociale » de ceux qui ont trahi depuis longtemps la lutte contre le Capital.

Prolétaires. Travailleurs, Camarades,

Vous n'avez rien à attendre des élections. Vous n'avez rien à attendre des Municipalités. Vous n'avez rien à attendre de la démocratie. La seule solution est la lutte de la classe ouvrière internationale pour abattre le Capital, arrêter la folle course à la productivité, réduire radicalement le temps de travail et produire uniquement pour satisfaire les besoins.

S'abstenir dès aujourd'hui, c'est dissiper les illusions, c'est commencer à tracer la route lumineuse des ardentes batailles de classe. C'est défendre l'avenir de la dictature du prolétariat et de la société communiste. C'est dire : Nous, prolétariat, sans illusion, attendons fermement notre heure.

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL.

Le programme de démagogie et de trahison des renégats du communisme

C'est la mode des contrats. Le P. C. F. ne pouvait rien faire de moins que de courir misérablement derrière Chaban-Delmas et Servan-Schreiber. Aussi a-t-il proposé à ses électeurs un « contrat communal », prenant le langage de la grande banque dans sa petite épicerie.

Rien ne distingue ce programme d'un programme bourgeois. C'est ce qui apparaît à la confrontation du contrat communal et du programme communiste.

POSITION DU P. C. F.

« Mettre les communes à l'heure de notre temps »

L'essor des sciences et des techniques est une caractéristique de notre temps. La grande majorité des Français se concentre dans des villes, voire dans d'immenses agglomérations comme la région parisienne.

Ces transformations posent des problèmes sans précédent à la campagne comme à la ville.

Pour mieux les résoudre les communes doivent prendre toute leur place dans la société : participer collectivement aux opérations d'urbanisme, contribuer à l'équilibre entre l'emploi et le logement social, concourir plus efficacement à la satisfaction des besoins des hommes.

Mais les puissances d'argent, qui contrôlent l'économie et dominent l'Etat, veulent utiliser les communes pour satisfaire leurs appétits sans frein et pour accroître leurs profits. Leurs représentants, U. D. R., Indépendants, Centristes et autres « réformateurs », cherchent à faire main basse sur les villes et les villages. Il faut les mettre en échec. Il faut prendre une route nouvelle. Il faut mettre les communes à l'heure de notre temps.

La France a besoin d'idées audacieuses et réalistes, d'une conception neuve de la vie économique, politique, sociale et culturelle. Les communistes vous proposent un contrat communal pour des solutions sociales, modernes et démocratiques. Nous vous demandons d'en débattre avec nous. Nous ne le réaliserons qu'avec vous.

« Une gestion sociale au service de la population »

La commune a pour vocation de servir ses habitants, de défendre les intérêts de l'ensemble de la population.

Logement, enseignement, sport, santé, cadre de vie, culture : les hommes et les femmes ne vivent pas que dans l'exercice de leur métier ; ils ont besoin, pour eux et leur famille, de se détendre et de se récréer, d'enrichir et d'embellir leur existence. Mais la vie n'est pas ainsi faite dans la France d'aujourd'hui.

C'est un devoir pour la commune de défendre toutes les victimes d'une politique qui frappe directement les ouvriers et les employés, atteint les intellectuels dans leurs conditions de vie et dans leurs droits, maintient la ségrégation scolaire, hypothèque l'avenir de la jeunesse, aggrave la condition féminine, en même temps qu'elle menace jusque dans leur existence les artisans, petits commerçants et paysans travailleurs.

La commune doit soutenir les travailleurs, favoriser la création d'emplois, défendre les usagers des transports, promouvoir une politique de logement social, œuvrer pour une enfance heureuse, aider les plus déshérités : personnes âgées, handicapés, femmes seules, chômeurs, immigrés.

Telle est la politique des élus communistes ; malgré les difficultés, grâce au soutien de la population, ils parviennent à des réalisations sociales appréciées.

La commune est la division territoriale la plus proche du citoyen. C'est à son niveau et au niveau des quartiers qui la composent que de nombreux besoins peuvent être, avec la participation des intéressés, le mieux ressentis, définis et satisfaits.

Nous voulons que la ville devienne un lieu d'échanges vivants entre les quartiers.

POSITION, COMMENTAIRES ET CRITIQUES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

L'essor des sciences et des techniques est une caractéristique de tout le capitalisme, qui, exploitant la classe ouvrière et ruinant la paysannerie, développe monstrueusement les villes.

Depuis le début, le seul problème du prolétariat est celui de la lutte contre l'exploitation.

Pour le résoudre, il ne peut se servir des communes. Il ne peut revendiquer et lutter pour le pouvoir politique en prétendant en même temps offrir aux industriels des possibilités de s'implanter à peu de frais, c'est-à-dire d'exploiter la classe ouvrière dans des conditions d'urbanisme et d'emploi satisfaisantes.

Les opportunistes, prétendant barrer la route au Capital, réclament pour eux et leur coterie politique les conseils municipaux. Le Capital ne s'en effraie pas, sachant bien qu'en économie capitaliste, les conseils municipaux gèreront le capitalisme et lutteront pour « aider les capitalistes à faire main basse sur les villes », c'est-à-dire pour la gloire d'avoir installé sur leur territoire des usines capitalistes prospères, exploitant les ouvriers dans d'excellentes conditions.

La France est divisée en classes ! Le prolétariat en France et partout dans le monde n'a pas besoin de « conceptions neuves ». Il doit retrouver son programme communiste, contre tous les petits-bourgeois et les démocrates, pour fonder la société sans classes.

Seuls les bourgeois et les opportunistes prétendent qu'il existe des intérêts communs à l'ensemble de la population. Les vrais communistes défendent, contre les autres, la seule classe exploitée : le prolétariat.

Ecrasé par des cadences intolérables, opprimé par la monotonie de ses tâches, épuisé musculairement et nerveusement, abruti encore par les « loisirs » stupides que lui concède la société bourgeoise, le prolétariat ne vit ni dans son travail ni en dehors, et aucune gestion démocratique n'y changera rien. La vie est ainsi faite, non seulement dans le capitalisme traditionnel de la France d'aujourd'hui, mais même dans le capitalisme dissimulé derrière le faux socialisme de Russie ou de Pologne.

C'est un devoir pour les communistes de défendre le prolétariat contre la démagogie anti-monopoliste, de le conduire à lutter contre tout le capital en contraignant les petits-bourgeois de la ville et de la campagne à abandonner leurs rêves d'enrichissement sur son dos, à renoncer, le plus tôt possible, après la révolution sociale, à la propriété individuelle.

Pour soutenir les travailleurs, il faut augmenter les salaires par la lutte de classe. Pour favoriser la création d'emplois, il faut offrir au Capital des équipements à bon marché et des bas salaires. Prétendre faire l'un et l'autre, c'est vouloir à la fois se gagner les ouvriers et les patrons. C'est trahir les ouvriers au profit des patrons.

Telle est en effet la politique des élus du P.C.F. !

Au niveau de la commune, aucun problème ne peut être résolu. D'ailleurs, le but des communistes ne peut être de résoudre les « problèmes » un par un, en laissant subsister le principal : l'exploitation de la classe ouvrière.

Aussi l'opportunisme, pour tromper les ouvriers, ne peut-il pas dire tout crûment la vérité. Il est obligé de faire des phrases creuses sur les communes et leurs « échanges vivants » qui sonnent horriblement faux.

« Une gestion moderne et efficace »

La solution des grands problèmes de la France dépend naturellement de l'action de l'Etat. Elle exige un plan démocratique de développement économique et social.

Mais l'Etat français est excessivement centralisé. Malgré les promesses démagogiques, il intervient de plus en plus dans les affaires des communes et les contrôle étroitement. A notre époque, la solution de chaque problème exige le concours des usagers et des spécialistes les plus divers. Il faut décentraliser les pouvoirs. Il faut en même temps coordonner les activités économiques, sociales et politiques au niveau de la nation, de la région, du département et de la commune. Décentralisation et coordination permettront, avec le concours d'un personnel qualifié, et grâce aux techniques actuelles, d'adapter les services communaux aux tâches et au rythme de la vie d'une nation moderne.

Moderniser l'administration communale, c'est aussi favoriser et développer la coopération intercommunale. Les communes doivent s'associer démocratiquement pour élaborer ensemble leurs plans d'avenir et réaliser des équipements fonctionnels dans les conditions financières les plus avantageuses.

En coopérant, les communes peuvent organiser plus rationnellement la vie collective, favoriser la création d'emplois proches des lieux d'habitation, obtenir plus facilement l'amélioration des transports, établir la carte scolaire la plus favorable à la jeunesse, rapprocher des habitants les différents services, utiliser à plein les installations sportives et les équipements culturels. C'est cette coopération qui permettra d'assurer de façon démocratique l'évolution nécessaire des structures communales.

« Des moyens financiers indispensables »

Une commune sans argent est comme un corps sans oxygène : elle s'asphyxie.

Victimes d'un système fiscal injuste et inadapté, les communes ploient sous des charges écrasantes, voient réduire leurs subventions et restreindre leurs possibilités d'emprunter. Cependant, les collectivités locales assurent les deux tiers du coût des équipements collectifs. Et le VI^e Plan, élaboré par le gouvernement, prévoit d'aggraver encore l'inégale répartition des charges et des ressources entre l'Etat et les communes.

Le montant des impôts devient insupportable pour les familles à revenus modestes. Dans l'immédiat, le calcul de la contribution mobilière devrait tenir compte des ressources des habitants ; celui de la patente devrait être démocratisé. Mais surtout, la France a un besoin urgent d'une réforme démocratique des finances locales. C'est ainsi que le système des subventions d'Etat place les décisions des conseils municipaux sous la dépendance du pouvoir central : peut-on parler dans ces conditions d'autonomie communale ?

La solution moderne et démocratique consiste à donner aux communes les moyens financiers nécessaires pour répondre pleinement aux besoins de leurs habitants.

Dans le cadre de la législation actuelle, nous agissons pour que les communes obtiennent davantage de crédits et d'emprunts. Pour l'avenir, nous voulons qu'un pourcentage suffisant du revenu national soit réservé à l'ensemble des communes et qu'il soit réparti entre elles selon leurs besoins, par des méthodes démocratiques. A charge pour elles d'utiliser au mieux cet argent.

Il est nécessaire que les communes puissent réaliser des emprunts dans de bonnes conditions. Celles dont l'expansion rapide exige de gros investissements doivent bénéficier de mesures spéciales dans le contexte d'une programmation régionale. Il faut mettre fin à l'accaparement des terrains par les banques. Les communes doivent pouvoir se réserver tous ceux qui sont indispensables à l'implantation de zones d'emploi, aux équipements publics, au logement.

Il est bien entendu que les intérêts légitimes des habitants concernés par ces opérations seront scrupuleusement sauvegardés.

La solution des « problèmes » de la classe ouvrière dépend naturellement de la destruction des Etats bourgeois. Elle exige un plan communiste d'arrêt de la course à la productivité, de production pour les seuls besoins et de réduction radicale du temps de travail.

L'opportunisme du P.C.F. renie le programme communiste pour faire des promesses démagogiques aux notables de la gauche démocratique : il leur promet l'autonomie de petits barons dans leur petit fief.

A notre époque, seul le prolétariat peut résoudre tous ces « problèmes » avec la trique de sa dictature sur les petits et grands notables de droite et de gauche, grâce au gouvernement fort et centralisé de la révolution. Seul le prolétariat pourra coordonner l'économie, non par des solutions techniques compliquées, mais par la destruction de toutes les catégories de l'économie marchande (telles que le capital, le salaire, l'intérêt), l'abolition de toutes les nations modernes concurrentes et hostiles, la fraternité de la classe ouvrière internationale.

Pour cela, il devra disperser toutes les administrations actuelles et développer l'initiative révolutionnaire des masses prolétariennes. Les soviets territoriaux s'associeront révolutionnairement pour conquérir le pouvoir politique et satisfaire par la suite tous les besoins sociaux en dehors de toute considération financière.

Auparavant, il aura fallu démasquer et vaincre l'opportunisme du P.C.F., qui prétend satisfaire les ouvriers sans détruire le Capital. Organiser la vie collective, favoriser la création d'emplois proches des lieux d'habitation, établir la carte scolaire la plus favorable à la jeunesse, rapprocher les habitants des différents services, utiliser à plein (rentabilité oblige !) les installations sportives et les équipements culturels, voilà un programme purement, pleinement, authentiquement *capitaliste*. Voilà un programme dynamique, moderne et social que ne renierait pas Chaban-Delmas. Résolvons tous les problèmes ! Que toutes les broutilles marchent bien et que le Capital reste debout !

L'argent est fait pour rapporter de l'argent. Partout, l'argent fonctionne comme Capital et extorque aux ouvriers de la plus-value : il les asphyxie.

De cela, le P.C.F. ne se soucie pas. Il voudrait faire croire que l'argent est tout autre chose que du *Capital*, et qu'il suffit de bons gestionnaires pour que les travailleurs soient heureux (quand une commune investit, elle *exploite* des salariés). En fait, ce chapitre sur les moyens financiers est le plus sérieux du contrat communal : *il ne concerne pas les prolétaires*.

Il fait un appel direct aux propriétaires d'immeubles (contribution mobilière) et aux petits patrons et artisans (patente) en leur proposant une « démocratisation » des impôts, c'est-à-dire une diminution des impôts. Voilà ce dont il s'agit réellement. La bureaucratie du P.C.F. *achète* littéralement les voix de la petite-pourgeoisie et lutte elle-même contre l'Etat central pour, sous prétexte d'œuvres sociales, brasser davantage de millions.

Il ne s'agit plus ici de démagogie à l'usage des prolétaires. Il s'agit d'un véritable appel à la lutte, en alliance avec la petite-bourgeoisie, à l'adresse de tous les notables de la gauche municipale en France. Les prolétaires conscients n'éprouvent que du mépris pour toute cette canaille.

Obtenir des crédits et des emprunts pour permettre d'assurer aux capitalistes les infrastructures nécessaires à leur développement, voilà ce que signifie la revendication de mesures spéciales pour les communes dont « l'expansion rapide exige de gros investissements ».

Les grandes banques ne sont pas sérieuses, dit le P.C.F. Elles spéculent sur les terrains et nous empêchent d'acheter ceux qui sont indispensables à l'implantation de « zones d'emploi ». Luttons contre les capitalistes des banques, crie enfin le P.C.F., pour permettre... aux capitalistes de l'industrie de s'installer plus facilement.

Et surtout, ne faisons pas de mécontents parmi... les propriétaires !

Ces diverses mesures procureront aux communes les moyens nécessaires à une gestion mise au service de la population.

« Une gestion démocratique »

Les citoyens entendent aujourd'hui participer à la direction des affaires qui commandent leur destin. Cette exigence est juste. Nous, communistes, voulons lui donner vie.

Dans les affaires de la commune, comme dans celles du département, de la région et de la nation, nous voulons que la démocratie, s'appuyant sur des assemblées élues au suffrage universel et au scrutin proportionnel, fasse de chaque Français un citoyen à part entière.

Nous disons que les pouvoirs des conseils municipaux doivent être étendus et que les élus, en nombre suffisant, doivent disposer des moyens de remplir leur mandat.

Dans les municipalités qu'ils dirigent, et dans celles auxquelles ils participent, les élus communistes veulent associer plus encore la population à la gestion des affaires communales. Ils s'efforcent, avec les modestes moyens municipaux, de garantir à tous le droit à l'information ; sur chaque problème, ils soumettent à la discussion et au jugement de tous les solutions possibles ; ils associent les usagers à la gestion des équipements publics ; ils font appel à la fois à l'esprit critique et au sens des responsabilités ; ils stimulent l'action des habitants pour obtenir les moyens de satisfaire leurs besoins.

Les municipalités communistes favorisent l'activité de multiples associations, syndicats, amicales, comités qui permettent aux citoyens d'apporter leur contribution à la gestion des affaires publiques. Commissions, groupes de travail, comités de quartiers peuvent animer également cette participation.

Mesdames, Messieurs,

La gestion d'une commune nous concerne toutes et tous, individuellement et collectivement. Lorsque les réactionnaires, quelle que soit l'étiquette sous laquelle ils se présentent à vous, parlent de « participation », comment leur faire crédit ? Comment pourraient-ils associer la population à leur action communale puisqu'ils servent en fait les intérêts d'une minorité de privilégiés ? Nous, au contraire, nous pouvons véritablement associer les citoyens et les citoyennes à la gestion des communes parce que les solutions réalistes que nous venons de vous exposer sont conformes aux intérêts de l'immense majorité de la population. Elles répondent de notre sincérité. Concluons ensemble, vous et nous, un contrat pour une gestion municipale sociale, moderne et démocratique ! Comment remplir ensemble les termes de ce contrat ?

Nous vous appelons à participer avec nous, dans chaque commune, à l'élaboration du programme municipal que défendront ensuite nos candidats. Mieux, nous vous convions à participer activement à sa réalisation. C'est avec votre concours, c'est avec l'aide de la population que nos conseillers municipaux, prenant leurs responsabilités dans le cadre des pouvoirs qui sont les leurs, appliqueront le programme sur lequel vous les aurez élus.

Pour favoriser votre participation, nous proposerons à vos suffrages des listes d'union pour une gestion municipale sociale, moderne et démocratique, qui comprendront des candidats communistes compétents et dynamiques, mais aussi des hommes et des femmes représentant les diverses couches sociales et animés de convictions démocratiques sincères.

Voilà ce que nous vous proposons. En scellant avec nous ce contrat, en soutenant les candidats qui s'engageront à le réaliser, vous ne vous prononcerez pas seulement pour une gestion municipale qui répondra à vos intérêts.

Vous vous prononcerez en même temps pour l'union de l'immense majorité de la population, pour l'union des salariés des usines et des bureaux, des ingénieurs, des techniciens, des enseignants, des paysans, de tous ceux et de toutes celles qui vivent honnêtement de leur travail et de leurs talents. Tous ceux-là — et vous en êtes — souffrent aujourd'hui des méfaits qu'engendre la domination des grandes sociétés capitalistes sur la vie du pays. Comme eux et avec nous, vous voulez un changement profond de politique. Pour cela, il n'y a qu'un moyen : les forces ouvrières et démocratiques doivent cesser d'agir en ordre dispersé ; elles doivent unir leurs efforts.

C'est ce que veut le Parti Communiste Français. En soutenant les listes que nous présenterons, vous donnerez de nouvelles chances à nos efforts unitaires. Vous voulez et nous voulons une France nouvelle, une France où il fera meilleur vivre. Nous la ferons ensemble !

Où sont les prolétaires dans tout cela, demandez-vous ? Eh que diable, ces bienheureux ont un emploi et des logements. Ils travaillent dur à l'usine pour la grandeur de la Nation. Voilà comment la « gestion démocratique » sera « mise au service de la population » !

Les prolétaires entendront à nouveau vaincre le capital et les opportunistes. Cette exigence est juste. Nous lutterons pour lui donner vie.

Dans toutes les affaires de la société à l'échelle internationale, nous voulons que la dictature du prolétariat, s'appuyant sur les soviets et supprimant leurs droits politiques aux bourgeois, fasse de chaque exploité un homme à part entière.

Nous disons que les conseils municipaux doivent être supprimés et que le traitement des fonctionnaires, révocables à tout instant, ne doit pas dépasser celui d'un ouvrier qualifié.

Dans les municipalités qu'ils dirigent et dans celles auxquelles ils participent, les élus du P.C.F. tentent de faire croire à la classe ouvrière qu'elle « dirige » en quelque sorte et à une petite échelle les municipalités. Ils s'efforcent, avec les moyens municipaux, de faire leur propagande réformiste, d'émousser l'esprit de classe des prolétaires, de s'entourer d'une nuée de parasites, qui trouvent bien souvent dans cette activité les « moyens de satisfaire leurs besoins ».

Les municipalités du P.C.F. favorisent l'activité de multiples associations, syndicats, amicales, qui permettent au prolétaire de participer à la gestion de la Mairie sans rien changer à sa situation de prolétaire.

Prolétaires, travailleurs

La gestion des communes concerne le capitalisme, ses agents, ses laquais.

Lorsque ceux-ci, quelle que soit l'étiquette sous laquelle ils se présentent à vous, parlent de participation, refusez-leur votre confiance.

Comment pourraient-ils la mériter, puisqu'ils servent à la fois le capitalisme et les intérêts d'une caste de gestionnaires ?

Nous ne voulons pas associer les prolétaires à la gestion du capitalisme. La seule solution réaliste, conforme aux intérêts de la classe ouvrière internationale, est la destruction du capitalisme, dont le P.C.F. ne parle pas.

Entre la classe ouvrière et son Parti, il ne peut être question de contrat, papier dérisoire de banquiers, mais d'une union indissoluble forgée dans les combats.

Nous vous appelons à vous abstenir de voter pour prouver dès maintenant que vous n'êtes pas dupes des manœuvres démocratiques, que vous savez que l'important n'est pas de savoir qui gère « en prenant ses responsabilités » et autres phrases creuses, mais ce qu'on gère.

Le prolétariat doit se battre pour lui seul, pour ses propres intérêts. C'est au cours des grèves et des luttes réelles qu'apparaissent les prolétaires dynamiques, et non dans les fauteuils des conseils municipaux.

Nous ne vous proposons rien dans le cadre municipal. Nous vous disons au contraire : aucune gestion municipale ne peut répondre à vos intérêts de salariés. Aucune amélioration ne s'obtiendra par un simple vote, sans dures batailles.

Seule la classe prolétarienne unie dans la lutte révolutionnaire pourra abattre le capitalisme ; non pas changer la propriété des grandes usines pour accroître la production, mais réduire de moitié le temps de travail, arrêter la folle course à la productivité et ne produire que pour les besoins.

C'est ce que veut le Parti communiste international.

A bas la bourgeoisie et l'opportunisme !

Vive la révolution communiste !

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !